

SIEGE SOCIAL :

Oasis - Quartier Bois-Rouge
97224 Ducos
MARTINIQUE
Tél. 05 96 42 09 00
Fax 05 96 42 09 01

Imm. Actualis
44 rue H-Becquerel - Z.I. Jarry
97122 Baie-Mahault
GUADELOUPE

A1 Rés. Le Relais
16, avenue Aron
97300 Cayenne
GUYANE

www.digicel.fr

Monsieur Paul Champsaur
Président
ARCEP
7, Square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

DUCOS, le 14 septembre 2007

Lettre Recommandée avec Accusé de Réception N° RA 8096 3456 3 FR

Monsieur le Président,

Nous vous prions trouver ci-après la réponse de Digicel Antilles Françaises Guyane (ci-après DAFG) à la Consultation publique relative à l'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles d'outre-mer.

Globalement, nous sommes assez d'accord avec cette analyse, et avec les conséquences qui en découlent sous la forme des obligations mises à la charge des opérateurs concernant les territoires de la Guyane, de la Guadeloupe et de la Martinique.

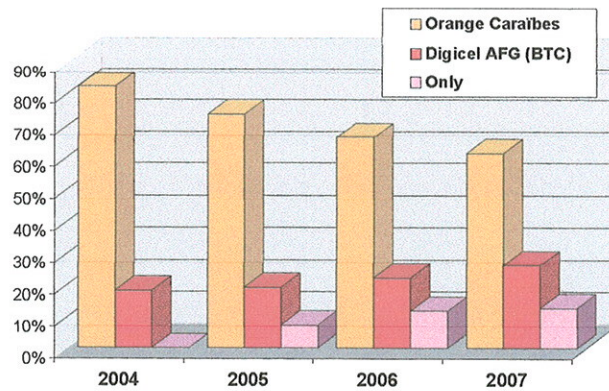
Toutefois, nous sommes insatisfaits sur le fait que vous n'ayez pas distingué en ce qui concerne DAFG le marché de la Guyane comme un marché à part justifiant l'imposition d'un prix maximal de la terminaison d'appel à un niveau supérieur au prix maximal de la terminaison d'appel imposé pour la Martinique et la Guadeloupe (cf. développement ci-dessous).

Plus particulièrement, nous souhaitons vous faire les commentaires suivants :

Terminaisons d'Appel maximum

Nous trouvons que les terminaisons d'appel maximum souhaitées par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes pour les trois opérateurs présents en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane sont globalement pertinents au regard de l'état de la concurrence sur ces trois marchés.

Nous souhaitons néanmoins souligner, que malgré l'encadrement tarifaire passé des prix de terminaison d'appel sur le réseau d'Orange Caraïbe, la progression de la part de marché de DAFG reste tempérée. Ainsi,



Cette situation provient du fait que contrairement à Orange Caraïbe : DAFG n'a pas encore eu le temps d'amortir son réseau d'autant plus qu'il continue d'investir dans l'implantation de nouveaux sites sur l'ensemble des territoires.

Il convient de préciser que DAFG ne bénéficie des économies d'échelle à l'instar d'Orange Caraïbe en sa qualité d'opérateur multi services intégré verticalement par l'opérateur historique.

Par rapport à Outremer Télécom, l'absence de régulation de cet opérateur sur la zone Antilles-Guyane jusqu'en 2006 continue ses effets néfastes sur l'exercice d'une concurrence effective sur ces marchés.

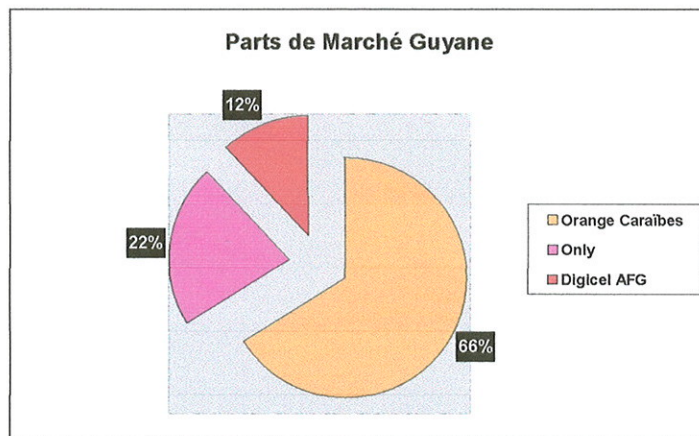
Il est patent qu'Outremer Télécom a bénéficié des revenus d'une terminaison d'appel élevée et a ainsi pu utiliser ces ressources pour financer la consolidation de son réseau sans que cette faculté résulte de ses efforts et de son habileté commerciale.

Au contraire, DAFG ainsi que nous venons de l'indiquer, n'a pas bénéficié des économies d'échelle comme Orange Caraïbe, tout en n'ayant pas eu le droit de pratiquer le niveau élevé de terminaison d'appels qu'Outremer Télécom a pu pratiquer avant d'être régulé.

Ceci a eu notamment pour effet de permettre à Outremer Télécom de proposer des tarifs de détails sur le marché Guyanais que DAFG ne pouvait concurrencer sans obérer gravement sa rentabilité, et ce, dans un contexte où son arrivée sur ce marché nécessitait de réaliser d'importants investissements pour étoffer son réseau sur ce territoire.

Ainsi, pendant qu'entre l'année 2001 et 2007 Bouygues Télécom devenu DAFG en 2006 atteignait une part de marché de 16% sur ce territoire, Outremer Télécom, arrivé en Guyane en décembre 2004, parvenait sans difficulté à obtenir une part de marché de 24%.

C'est pourquoi DAFG réitère sa demande de bénéficier d'une terminaison d'appel maximale souhaitée différente (plus élevée), à tout le moins pour les années 2008 et 2009 sur la Guyane que les 16 centimes et 12,2 centimes indiqués dans l'analyse, et équivalente à celle autorisée pour Outremer Telecom.



Impact de la réglementation européenne sur l'itinérance internationale plus accru pour DAFG que pour Outremer Télécom

Du fait du positionnement « entrée de gamme » de l'opérateur Outremer Télécom, la clientèle de cet opérateur est plutôt orientée vers l'appel domestique. DAFG quant à lui, a une clientèle positionnée sur des offres correspondant davantage à des clients enclins à se déplacer en dehors de leur territoire d'origine. Dans ces conditions, les pertes de revenus résultant du tarif maximum autorisé de sa terminaison d'appel se cumulent aux pertes de revenus tirés des services d'itinérance internationale du fait de la récente réglementation des tarifs de ce service.

Prix non excessif

Nous souhaitons rebondir sur les dispositions de la Directive « Accès » disposant que « les ARN tiennent compte, dans la réglementation des tarifs de terminaison d'appel, des investissements réalisés par l'opérateur et lui permettent une rémunération raisonnable du capital investi ».

En effet, nous estimons que le différentiel de tarifs de terminaison d'appel maximal proposé par l'ARCEP entre Outremer Télécom et DAFG en Martinique/Guadeloupe est encore trop important (pour Outremer Télécom en 2007 : 22,9 versus 16, et pour l'année 2009, 15,7 versus 12,2).

DAFG prévoit de continuer de lourds investissements sur son réseau dans les années à venir. Pour absorber ces investissements la différence de TA envisagée ci-dessus risque d'obérer fortement la capacité de DAFG à se maintenir sur le Marché sans subir de lourdes pertes.

Veuillez agréer Monsieur Paul Champsaur, l'assurance de nos salutations distinguées.

Colin CAMPBELL
Directeur Général
Digicel Antilles Françaises Guyane

20